



Rapport annuel 2009

Rapport annuel 2009



APC Rapport annuel 2009
ISBN : 92-95049-93-4
APC-201008-APC-AR-FR-PDF-0085

Licence Creative Commons : Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/deed.fr>

Août 2010

Conception graphique : MONOCROMO
info@monocromo.com.uy

TABLE DES MATIÈRES

Introduction / **4**

Au sujet d'APC / **6**

Réalisations / **9**

1. Plaider pour un accès internet abordable pour tous / **10**
2. La technologie au service d'un environnement durable / **16**
3. Les nouvelles technologies au service du changement social / **17**
4. Créer un « espace commun d'information » / **21**
5. Assurer et défendre les droits de l'internet / **23**
6. Améliorer la gouvernance, en particulier la gouvernance de l'internet / **29**

Publications / **32**

Membres d'APC en 2009 / **34**

Nouveaux membres / **36**

Gouvernance et répertoire du personnel / **38**

Bailleurs de fonds / **44**

États financiers / **45**

Remerciements / **46**

INTRODUCTION

IL Y A DIX ANS, lorsqu'on a commencé à se préoccuper de l'idée de la fracture numérique, APC rappelait souvent que la véritable fracture se situait plutôt au niveau social et économique. Le rapport annuel de 2009 contient un certain nombre d'exemples qui démontrent que cela est encore le cas.

Les TIC peuvent être une source de division – les ressources qui creusent les différences dans l'accès au pouvoir, à l'information, aux moyens de s'exprimer et de se faire entendre, comme en témoignent les écarts croissants en matière de large bande¹, le renforcement de la surveillance de l'internet par des États répressifs et la réduction au silence des dissidences par des restrictions à la liberté d'expression en ligne.

Mais ce rapport porte surtout sur le pouvoir que les TIC donnent aux personnes, aux organisations et aux mouvements sociaux. Que ce soit l'utilisation de l'internet, du SMS et de la radio communautaire

par les agricultrices du Nigeria pour améliorer l'apprentissage et l'accès à l'information ou la campagne Jinbonet en Corée du Sud contre les « trois cyber-maux » – la loi sur les insultes en ligne, le système des « noms réels » de l'internet et l'inspection approfondie des paquets pour surveiller et contrôler les communications internet – les gens continuent de revendiquer le pouvoir des TIC pour améliorer leur mode de vie et faire progresser la liberté et la démocratie.

APC et ses membres forment un microcosme du monde des activistes qui œuvrent pour la justice sociale et qui utilisent les TIC dans leur travail. L'originalité de ce microcosme tient à sa très grande diversité, mais également au fait qu'il est étroitement relié par un ensemble d'actions communes qui visent à obtenir plus de liberté et de dignité. Pour la communauté d'APC, les TIC sont un moyen d'autonomisation et de contestation de l'injustice et de la destruction.

Message d'au revoir de Danilo

“ C'est la dernière fois cette année que je vais rédiger l'introduction de ce rapport en qualité de président d'APC. J'ai eu beaucoup de chance de pouvoir représenter les personnes et les organisations d'APC qui luttent et qui travaillent pour mettre fin à l'aveuglement dont il est question dans notre introduction et de collaborer avec elles.

J'aimerais exprimer toute ma gratitude à tous nos membres et à notre personnel pour leur dévouement exemplaire dans leur travail. ”

Danilo (président 2007-2010)

1 www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/material/graphs/Fixed_bb_98-08.jpg



En effet, n'est-ce pas le même aveuglement qui est responsable de l'abattage des forêts en Bulgarie, de la réduction au silence des citoyens en Corée, de la discrimination et de la violence faite aux femmes, de l'abandon de populations entières à une vie sans éducation, sans liberté et sans possibilité d'un mode de vie décent ? Et ce même aveuglement conduit à la construction d'un monde qui ne profite qu'à quelques-uns, qui n'autorise qu'une voix, qu'un discours, qu'un modèle.

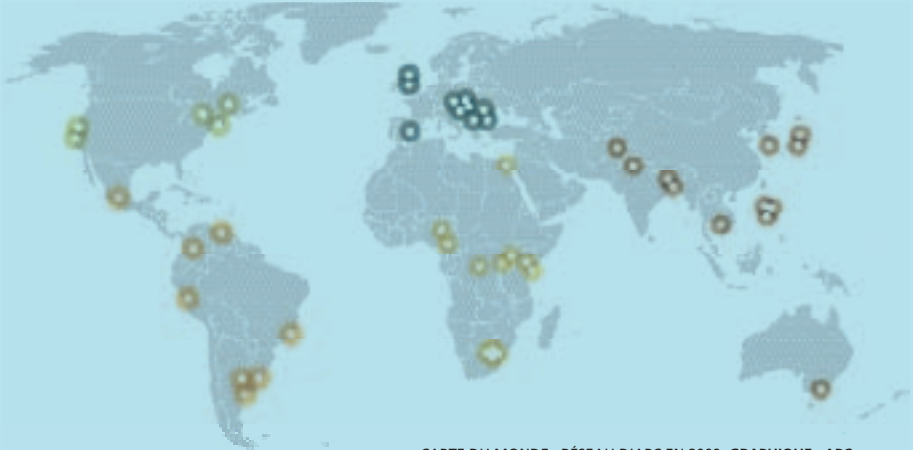
Les membres d'APC agissent au niveau local, mais font partie de réseaux mondiaux qui, s'ils fluctuent, continuent de devenir plus forts par des actions communes et un appren-

tissage– appliqués au niveau local de manière à bénéficier directement à des groupes spécifiques, mais également au niveau mondial où nous collaborons pour plaider pour des politiques et des réglementations qui permettent une utilisation libre et utile de l'internet afin de créer des sociétés plus justes.

Nous sommes fiers de partager ce rapport annuel 2009 avec vous et nous remercions tous nos partenaires et tous ceux qui nous soutiennent. Vos contributions nous sont précieuses.

*Anriette Esterhuysen,
directrice exécutive
Danilo Lujambio, président*

AU SUJET D'APC



CARTE DU MONDE : RÉSEAU D'APC EN 2009. GRAPHIQUE : APC

LA FORCE D'APC réside dans le fait que nous ne nous intéressons pas à l'internet en tant que tel, mais que nous sommes des activistes engagés qui veulent se servir de cet outil pour créer un monde meilleur.

Nous aidons les gens à accéder à l'internet là où il n'existe pas ou coûte trop cher, nous aidons les groupes locaux à utiliser la technologie pour développer leurs communautés et faire valoir leurs droits et nous œuvrons pour que les politiques des États sur l'information et la communication servent l'intérêt de la population, en particulier dans les pays en développement.

APC est à la fois un **réseau et une organisation**. Les membres d'APC sont des groupes qui travaillent dans leurs propres pays pour accomplir la même mission qu'APC. En décembre 2009, APC comptait 50 membres dans 36 pays, dont la majorité dans les pays en développement. Les **membres définissent les priorités stratégiques d'APC** tous les cinq ans. APC compte un effectif limité réparti dans différents pays et qui communique quotidiennement sur internet (nous n'avons pas de siège social). L'intérêt et l'originalité d'APC reposent sur les **perspectives locales** et les contacts avec les organisations locales qu'apportent nos membres et sur le fait que nous sommes une **organisation internationale véritablement virtuelle**.

Priorités stratégiques pour 2009-2012

La vision d'APC est que toute personne jouisse d'un accès facile et abordable à un internet libre et ouvert afin d'améliorer sa vie et de créer un monde plus juste.

Les priorités établies par nos membres pour le réseau jusqu'en 2012 sont les suivantes :

- Plaider pour un accès internet abordable pour tous
- La technologie au service d'un environnement durable
- Utiliser les nouvelles technologies pour le changement social
- Établir « un espace commun d'information »
- Assurer et défendre les droits d'internet
- Améliorer la gouvernance, en particulier la gouvernance de l'internet
- Réalisations
- Voir le document séparé sur les points saillants.

Notre travail s'articule autour de **trois secteurs de programme** :

- Politiques de communications et d'information
- Appui au réseau des femmes
- Utilisation stratégique de la technologie et renforcement des capacités.

Nos activités les plus importantes sont souvent celles qui se déroulent au niveau local ou national où leur impact peut réellement se faire sentir et qui permettent au réseau d'apprendre et de les reproduire au plan régional ou international. C'est lorsque nous travaillons en réseau que nous sommes les plus efficaces – programmes et membres travaillent ensemble pour élaborer les projets et les campagnes et les mettre en œuvre ensemble.

APC valorise les collaborations extérieures à son réseau. Nous connaissons nos limites ainsi que le pouvoir du réseautage. Lorsqu'il nous manque des connaissances et de l'expertise et que nous devons en apprendre plus pour mieux relever les défis, nous sommes prêts à conclure des partenariats. Dans son travail, APC cherche à **encourager le réseautage pour assurer la pérennité des autres activités**. Le partage des expériences et des compétences renforce leur valeur à plus long terme et crée souvent en effet d'entraînement.

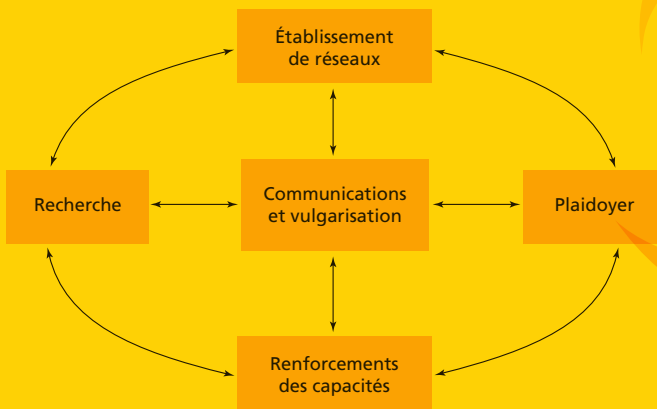
APC a été fondé en 1990. Nous sommes constitués en société sans but lucratif en vertu de l'alinéa 501(c)(3), Public Charity Status 170 (b)(1)(A)(vi) de l'État de Californie, aux États-Unis.

RÉALISATIONS

APC ŒUVRE POUR QUE CHACUN ait accès facilement à un internet libre, ouvert, et à bon marché afin d'améliorer la vie de tous et de créer un monde plus juste. Notre travail s'articule autour des secteurs de programme suivants : politiques, utilisation stratégique de la technologie et construction de réseaux et l'auto-nomisation des femmes et le mouvement des femmes. En 2009, nous avons également commencé à nous intéresser à un nouveau secteur de programme : les TIC et le développement durable.

Le travail d'APC est complexe et notre impact ne se fait souvent sentir que plusieurs années plus tard. L'an dernier, nous avons publié un rapport d'étape sur notre cycle de planification 2004-2008². Nous commençons tout juste le nouveau cycle et vous présentons quelques projets clés – regroupés par priorité stratégique (bien qu'ils puissent répondre à d'autres priorités également) – qui devraient avoir un impact important pendant le nouveau cycle de planification 2009-2012.

APC travaille dans cinq secteurs d'activité : **recherche, plaidoyer, construction de réseaux, renforcement des capacités** et **communications et vulgarisation stratégiques** (ce qui comprend la communication des résultats de la recherche et la création d'information, d'outils et de ressources au besoin).



Les activités se renforcent mutuellement. Par exemple, la recherche produit des ressources d'information qui servent soit à influencer les résultats des politiques soit à produire des ressources d'apprentissage utilisées pour renforcer les capacités.

Pour certains projets, toutes ces activités sont menées en parallèle – comme pour les deux premiers projets de la Communication pour l'influence en Afrique et en Amérique latine dont il est question plus loin qui impliquent la construction de réseaux, le renforcement des capacités pour la recherche et le plaidoyer et la communication des résultats de la recherche pour influencer la politique.

2 Le Rapport sur le progrès 2004-2008 d'APC en français, anglais et espagnol est disponible en ligne dans notre section publications.

1. PLAIDER POUR UN ACCÈS INTERNET ABORDABLE POUR TOUS



CICEWA A MENÉ DES RECHERCHES SUR L'IMPACT DES RÉFORMES DES TÉLÉCOMS SUR LA VIE QUOTIDIENNE DES POPULATIONS AU BÉNIN, AU CAMEROUN, AU CONGO, AU KENYA, AU NIGER, AU RWANDA, AU SÉNÉGAL, EN TANZANIE ET EN OUGANDA, REPRÉSENTÉS ICI. PHOTO : KATHLEEN DIGA SUR FLICKR

L'internet sur les réseaux large bande est la nouvelle itération de la fracture numérique. Les pays en développement pourront-ils investir suffisamment dans les réseaux de fibre nationaux et internationaux suffisamment rapides et avec une bande passante suffisante pour les empêcher de se laisser distancer une fois encore des pays développés ? Les pays en développement pourront-ils surmonter les obstacles du dernier kilomètre de connectivité, en utilisant les réseaux mobiles et sans fil pour rejoindre la large bande ? Les pays en développement pourront-ils avoir une vision globale de la large bande et la considérer comme un écosystème dans lequel le renforcement des capacités et le développement des applications et des contenus est aussi important que la pose même de la fibre ? Les problèmes d'alimentation électrique pourront-ils être surmontés dans les pays en développement et les sources d'énergie renouvelables feront-elles partie de la solution ? Les pays en développement pourront-ils intégrer la large bande dans leurs plans de développement et la considérer comme un élément du développement général ? Les pays en développement vont-ils progresser vers une nouvelle génération de droits de communication où l'accès à la large bande est garanti dans la législation nationale ?

Voilà certains des enjeux qui entourent la réflexion sur la large bande dans le monde en développement et auxquels APC tente de contribuer.

1a. Communiquer pour influencer en Afrique centrale, de l'Est et de l'Ouest (CICEWA)

L'atterrissage des câbles de télécommunication sous-marins sur la côte est de l'Afrique en 2009 – en commençant par le Seacom et le Système marin est-africain (TEAMS) et suivis en 2010 par le Système de câbles sous-marins de l'Afrique de l'Est (EASSy) – a ouvert la voie à un internet large bande à un prix abordable dans les pays de l'Afrique de l'Est. Mais cette nouvelle réalité s'inscrit dans un contexte de réformes de télécommunications intervenues depuis quinze ans et qui ont façonné l'environnement dans lequel la nouvelle bande passante arrivera. Il est important de comprendre ce contexte et les problèmes qui sont survenus pendant les réformes afin d'éviter de les répéter à l'ère de l'accès internet par large bande. C'est l'approche adoptée par CICEWA³ en privilégiant la « communication pour l'influence », qui lie le plaidoyer, la diffusion et la recherche en établissant des réseaux de technologies de l'information et de la communication pour le développement (TICpD) en Afrique centrale, de l'Est et de l'Ouest.

CICEWA a coordonné la recherche dans neuf pays africains. Dans chaque cas, il s'agissait d'étudier l'historique de la politique sur les communications. La recherche a mis de l'avant un certain nombre de problèmes nés de la façon dont la politique avait été formulée et mise en œuvre et dont elle influait sur

Sommaire de la recherche

De courts articles sur les différents « accroc » mis en lumière pendant la recherche permettent de mieux comprendre comment la politique, ou plutôt son absence est ressentie par la population.

Bénin : Là où il faut 3, 4, même 5 cartes SIM pour faire un appel (5 972 lecteurs en anglais, 2 172 en français)*

Les opérateurs illégaux de télécoms au Cameroun : L'option la plus raisonnable (1 942 lecteurs en anglais, 1 377 en français)

Congo : Le salaire d'un jour pour accéder à l'internet (3 017 lecteurs en anglais, 2 121 en français)

Kenya : Faire d'une pierre deux coups (2 602 lecteurs en anglais, 1 562 en français)

Panne d'internet au Niger : la dépendance du Niger envers la fibre optique brisée du Bénin (2 680 lecteurs en anglais, 1 778 en français)


L'absence de politique au Rwanda pourrait compromettre la large bande (2,531 en anglais, 1,354 en français)

Sénégal : Sous la guise de la concurrence (3,132 en anglais, 1,354 en français)

Il ne suffit pas d'avoir une politique de large bande volontariste en Tanzanie (2 461 lecteurs en anglais, 1 111 en français)

Traire une vache qu'on ne nourrit pas : Les taxes élevées en Ouganda entravent-elles la croissance des télécoms ? (2 697 lecteurs en anglais, 1 881 en français)

* Nombre de lecteurs sur www.apc.org, le 10 juin 2010.



l'objectif d'une large bande universelle abordable au niveau des contenus et des infrastructures. Les chercheurs ont mis en lumière différentes dimensions des résultats de la politique et ont adopté des approches différentes à l'égard de leur recherche en fonction de leurs domaines d'expertise et d'intérêt. Les rapports ont donc été différents tant dans leur structure que leur méthodologie, mais ont tous soulevé la question centrale au projet de CICEWA : Quels enseignements doit-on tirer aujourd'hui de l'historique de la politique d'un pays ?

De courts articles sur les différents « accroc » mis en lumière pendant la recherche permettent de mieux comprendre comment la politique, ou plutôt son absence est ressentie par la population.

Les chercheurs et d'autres ont participé à deux nouveaux réseaux de CICEWA. Le réseau est-africain, coordonné par le membre d'APC du Kenya, KICTANet, a organisé des débats nationaux en ligne et des forums nationaux sur la gouvernance de l'internet au Burundi, au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda. Le réseau s'est intéressé à l'accès internet large bande et a transmis ses recommandations à un forum sur la gouvernance de l'internet est-africain (EA-FGI) dirigé par KICTANet qui s'est déroulé à Nairobi du 7 au 9 septembre 2009.

Le réseau d'Afrique centrale et de l'Ouest GOREeTIC a organisé un atelier de plaidoyer du 2 au 4 septembre 2009 à Douala, au Cameroun, sous la direction de Sylvie Siyam, du membre d'APC PROTEGE QV, et de Coura Fall. La recherche de CICEWA et la première phase du processus de plaidoyer sur l'accès universel ont été analysées et évaluées. Les résultats de la recherche sur l'accès universel ont été étudiés et des plans de plaidoyer ont été formulés pour le Bénin, le Cameroun, le Mali, le Niger et le Sénégal.

- **À SURVEILLER** Le troisième FGI de l'Afrique de l'Est se tiendra à Kampala, en Ouganda, en août 2010 et la large bande sera à l'ordre du jour. La question de l'efficacité du fonds de l'accès universel sera probablement débattue de nouveau dans les forums nationaux et internationaux, surtout lorsque la transition à la large bande va s'intensifier. Les réseaux d'Afrique de l'Ouest prépareront leurs plans de plaidoyer en 2010.

1b. Communiquer pour influencer en Amérique latine (CILAC – Région andine)



LA RÉGION ANDINE COMPTE UN DES TAUX DE LIGNES DE TÉLÉPHONIE FIXE, DE TÉLÉPHONIE MOBILE ET DE PÉNÉTRATION DE LA LARGE BANDE LES PLUS FAIBLES DE L'AMÉRIQUE DU SUD, LE CONTINENT QUI AFFICHE LES DISPARITÉS ÉCONOMIQUES LES PLUS FRAPPANTES DU MONDE. PHOTO : VELAIA SUR FLICKR

Dans les années 90, les pays andins ont adopté de nouvelles politiques de libéralisation et de privatisation pour favoriser l'accès universel. Presque vingt ans plus tard, l'accès universel reste inatteignable.

APC a étudié chacun des pays dans le cadre de rapports nationaux en Bolivie, en Colombie, en Équateur, au Pérou et au Venezuela pour tenter de comprendre le problème. Tout comme l'État dans des pays comme le Venezuela et l'Équateur a commencé à jouer un rôle plus actif, la recherche a également analysé son efficacité, les possibilités et les difficultés associées à cette nouvelle

Sommaire de la recherche

Broadband in Bolivia : Good intentions and a long way to go (1 212 lecteurs en anglais, 703 en espagnol)*


Colombia : Estrategia de apertura de establecimientos educativos como centros de acceso comunitario a internet (en espagnol seulement, 1 608 lecteurs)

* Nombre de lecteurs sur www.apc.org, le 10 juin 2010.

Ecuador : Getting to where cables and commercial interests don't reach (1 377 lecteurs en anglais, 1 870 en espagnol)

Peru : Battle for control of the internet (2 746 lecteurs en anglais, 2 742 en espagnol)

Local internet traffic in Venezuela : More efficiency or more state control ? (1 821 lecteurs en anglais, 1 901 en espagnol)



implication. La recherche est un outil valable qu'utilise la société civile pour que soient adoptées des politiques inclusives et démocratiques en matière de large bande.

CILAC⁴ a également promu la création de AndinalCT, un réseau d'organisations de la société civile qui a produit des rapports de plaidoyer nationaux.

Par leur participation à CILAC, les groupes du réseau AndinalCT ont compris les enjeux de la politique de TIC dans leurs pays, et les résultats de la recherche justifient leurs efforts en faveur des politiques et pour mobiliser les décideurs. Plusieurs d'entre eux sont maintenant des références dans le domaine.

En Équateur, AndinalCT, de concert avec des partenaires, a élaboré des propositions théoriques, juridiques et techniques pour la formulation d'un projet de loi sur les communications axé sur les droits. CIESPAL (Centro Internacional de Estudios Superiores de Comunicación para América Latina), un organisme prestigieux latino-américain œuvrant pour la démocratisation de la communication, s'est appuyé sur ces propositions pour organiser des consultations avec la société civile afin de rédiger un projet de loi sur les communications, différent de celui du gouvernement. Un projet de loi provisoire a été présenté et constitue le principal outil de plaidoyer dont se sert la société civile pour demander une loi globale sur les communications pour l'Équateur depuis août 2009.

► **À SURVEILLER** En 2010, APC continuera d'œuvrer au niveau national pour un changement de politique en Amérique latine dans deux pays CILAC – le Pérou et l'Équateur – ainsi qu'en Uruguay. Cette fois, nous verrons comment les outils de réseautage social peuvent et sont utilisés pour lier la recherche, la politique et le plaidoyer⁵.

Victoire en matière de régulation au Pérou

Le rapport de CILAC « Pérou : La lutte pour le contrôle de l'internet »* a informé les internautes au sujet de la neutralité de l'internet au Pérou. Les modalités d'utilisation imposées par les compagnies allaient créer un internet à deux vitesses pour ceux qui peuvent payer et ceux qui ne peuvent pas.

Les blogueurs et les médias ont repris le rapport d'APC, à la suite de quoi le régulateur péruvien a pris l'initiative de faire appliquer la réglementation pour que les opérateurs cessent d'interrompre arbitrairement les services et de bloquer les applications de certains utilisateurs.

* www.apc.org/en/pubs/research/peru-battle-control-internet

4 www.apc.org/fr/projects/cilac

5 www.apc.org/fr/node/10143

1c. Campagne pour la large bande pour tous en Afrique du Sud



DANS LA PLUPART DES CONFÉRENCES, INDIQUENT LES BLOGUEURS DE AFRICA COMMONS, « LES VRAIES CONVERSATIONS ONT TENDANCE À SE DÉROULER PENDANT LES PAUSES THÉ, LES PAUSES DÉJEUNER OU EN FUMANT UNE CIGARETTE RAPIDEMENT À L'EXTÉRIEUR. AU FORUM SUR LA STRATÉGIE NATIONALE DE LA LARGE BANDE, LA MÉTHODE DU WORLD CAFÉ POUR FAVORISER DES DISCUSSIONS EN COLLABORATION A ENCOURAGÉ LES PARTICIPANTS À PARLER OUVERTEMENT ET FACILEMENT ENTRE EUX TOUT AU LONG DE LA JOURNÉE ». PHOTO : AFRICA COMMONS

En 2009, l'Afrique du Sud s'apprêtait à déployer des infrastructures de large bande sur une grande échelle. Une large bande abordable peut avoir des répercussions importantes sur le développement socioéconomique, politique, culturel et éducatif du pays; or la pénétration de la large bande en Afrique du Sud est en retard par rapport à des pays ayant le même niveau de développement, comme la République Tchèque et la Turquie. Cette situation s'explique en partie par l'absence d'un cadre stratégique cohérent pour orienter le développement de la large bande. L'élection d'un nouveau gouvernement en 2009 a permis d'envisager le cadre stratégique dans une nouvelle optique et de réfléchir aux éléments interdépendants nécessaires pour élaborer une stratégie nationale cohérente sur la large bande. APC a établi une coalition en vue de faire campagne⁶ pour abaisser les coûts de l'internet en Afrique du Sud.

Le projet a mobilisé les fournisseurs de services internet (FSI), les travailleurs en communication, les fournisseurs de contenus, les intellectuels, les experts en nouvelles sources d'énergie, les organisations de la société civile et des associations du secteur privé afin de plaider pour un accès abordable par large bande pour tous les Sud-Africains⁷. Ces groupes d'intérêt ont conjointement rédigé des recommandations pour une stratégie nationale sur la large bande, qui ont été regroupées en un cadre présenté au nouveau gouvernement. Le gouvernement a soumis au public une première version de la politique nationale sur la large bande en septembre 2009 et la politique finale est attendue avant la fin de 2010.

► **À SURVEILLER** En prenant pour modèle la campagne sud-africaine, APC appuie des initiatives du même genre au Ghana et au Nigeria (sous la direction du membre d'APC la Fantsuam Foundation).

6 www.broadband4africa.org.za En juin 2010, 1 769 personnes et 248 organisations étaient inscrites sur le site de la campagne pour un cadre de large bande.

7 www.southafricaconnect.org.za/?cat=36

2. LA TECHNOLOGIE AU SERVICE D'UN ENVIRONNEMENT DURABLE

En tant que réseau co-fondé par des activistes environnementaux, APC a toujours encouragé un développement communautaire durable et local. À cet égard, les membres d'APC dans le monde sont actifs dans différents domaines : surveillance de la dégradation de l'environnement, rapports sur les catastrophes naturelles et les accidents, utilisation des TIC pour gérer les ressources énergétiques de façon plus judicieuse, recherche sur l'informatique à faible impact, nouvelles sources d'énergie et gestion des déchets électroniques. En 2009, APC a commencé à créer un réseau de recherche et a adopté « les TIC et l'environnement durable » comme thème pilote pour le réseau et pour un nouveau programme éventuel.

2a. GreeningIT : TIC, changement climatique et durabilité de l'environnement

« L'Égypte a ratifié la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique et a adopté la Loi 4 de 1994 pour la Protection de l'environnement. La Loi ne mentionne pas précisément les TIC ou les déchets électroniques, alors que les problèmes d'eau, l'agriculture et l'énergie font partie des secteurs les plus importants en termes d'impact [...] Le changement climatique étant une question vitale en Égypte, nous devons faire en sorte d'amener des changements de politique dans l'année qui vient ». Leila Hassanin, ArabDev, pendant la première réunion du réseau GreeningIT d'APC en Égypte

Pour réduire nos propres émissions de carbone, nous avons commencé par tester nos outils de réunions virtuelles en tenant une réunion synchrone de cinq jours en ligne plutôt qu'en personne. Le jeune réseau de huit membres d'APC⁸ ainsi que l'équipe du personnel ont examiné leurs propres politiques sur les TIC et la durabilité de l'environnement et passé en revue les ententes régionales et mondiales qui les touchent.

Les membres ont élaboré des plans de recherche afin d'enquêter sur la situation des politiques de TIC et de durabilité environnementale dans leurs pays et en particulier sur les lacunes et les anomalies dans et entre les politiques sur le changement climatique, la gestion des déchets et les TIC.

Collectivement, les membres ont décidé de créer une ressource pratique en ligne visant « un internet écologique » afin de sensibiliser leurs groupes cibles. La ressource donnera des conseils pratiques, en particulier aux groupes qui travaillent pour les TICpD, et les activistes, sur l'achat, l'utilisation et l'élimination des TIC en rapport avec l'internet et sur les meilleurs moyens de réduire l'empreinte carbone produite par l'utilisation des TIC.

► **À SURVEILLER** Le travail de recherche et de plaidoyer et les campagnes commenceront concrètement pendant la période 2010-2012. La publication phare d'APC – L'Observatoire mondial de la société de l'information⁹ – portera en 2010 sur les TIC et la durabilité environnementale.

8 De Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cameroun, Colombie, Égypte, Mexique, Nigeria et Pakistan.

9 www.giswatch.org

3. LES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DU CHANGEMENT SOCIAL



DANS DES ZONES RURALES DU PAKISTAN, LES ÉCOLES DE FILLES ÉTANT PARFOIS ENTIÈREMENT BRÛLÉES, HUDA SARFRAZ ET SON ÉQUIPE CRAIGNAIENT DE SE FAIRE CHASSER DU VILLAGE LORSQU'ELLE A COMMENCÉ À MONTRER AUX FILLETES PUNJABI COMMENT SE SERVIR D'UN ORDINATEUR. MAIS LES FILLES VOULAIENT APPRENDRE AUTANT QUE LES GARÇONS. AVEC LE GEM, L'ÉQUIPE A CHERCHÉ À FAIRE PARTICIPER PLUS PARTICULIÈREMENT LES FILLES ET LES ENSEIGNANTES. « AU DÉPART, NOUS N'AVIONS QUE DEUX GROUPES AVEC LESQUELS TRAVAILLER – LES ÉLÈVES ET LES ENSEIGNANTS. MAIS GRÂCE AU GEM, NOUS EN AVONS CRÉÉ QUATRE – LES ÉLÈVES FILLES, LES ÉLÈVES GARÇONS, LES ENSEIGNANTES ET LES ENSEIGNANTS », DIT SARFRAZ. PHOTO : HUDA SARFRAZ

APC croit que les technologies ont un potentiel de transformation et que l'égalité de genre et les droits des femmes sont des éléments fondamentaux du changement social. APC contribue à changer la vie des femmes dans le monde pour les libérer de la violence et des abus, pour leur donner les mêmes droits de propriété, pour leur assurer l'éducation et l'emploi, l'accès aux ressources, la liberté d'expression et la participation à la vie politique.

Notre travail apporte des changements sur le terrain grâce à des initiatives qui soutiennent les activistes et les organisations de communautés locales. Nous travaillons avec des partenaires au Pérou, en Ouganda et aux Philippines pour renforcer les capacités des administrateurs de télécentres afin de concevoir des services qui répondent aux besoins des femmes et modifient les pratiques qui excluent ou défavorisent les femmes. Forts de notre longue collaboration et de notre mentorat, nos partenaires au Bangladesh et au Nigeria ont davantage de femmes dans des postes décisionnels et connaissent mieux les questions de genre au niveau institutionnel. En Afrique, nos petites subventions ont ouvert de nouvelles possibilités pour les femmes rurales. Dans le monde entier, nous travaillons avec des activistes des droits des femmes et trouvons les moyens d'utiliser les technologies pour protéger les femmes de la violence et des abus et pour protéger leur liberté d'expression.

3a. Méthodologie d'évaluation du genre (GEM)

Le GEM¹⁰ est une méthodologie d'évaluation créée par le programme des femmes d'APC, qui intègre une analyse du genre dans les évaluations des projets utilisant les TIC pour le changement social. Il sert à déterminer si les TIC empiront ou améliorent vraiment la vie des femmes et les relations entre les genres, ainsi qu'à promouvoir des changements positifs aux niveaux individuel, institutionnel, communautaire et social.

Le GEM a été créé en 2002 et a été testé par 30 organisations communautaires. Depuis lors, des centaines de personnes ont participé au développement du GEM.

En novembre 2009, la République dominicaine est devenue le premier pays latino-américain à s'engager à inclure la « perspective du genre » dans chaque initiative et politique de TIC du gouvernement. Il s'agit d'un pas important au niveau régional car la République dominicaine est à l'avant-garde en Amérique latine dans la réflexion des pouvoirs publics au sujet du genre et de la technologie dans le cadre du plan régional eLAC2010 plan. Les Dominicains ont choisi le GEM pour concevoir et évaluer toutes les politiques publiques.

Le GEM a été appliqué à des dizaines de projets en 2009¹¹. Par exemple, le GEM a été utilisé dans l'État de Chhattisgarh en Inde afin d'apprendre pourquoi les femmes rurales chefs de villages ne participaient pas activement au gouvernement local malgré leur nombre (30% des sièges du gouvernement local sont réservés aux femmes) et en dépit du fait qu'elles puissent faire connaître les besoins de leurs villages au moyen d'un Simputer – un ordinateur à faible coût qui ne nécessite pas de compétences informatiques. L'étude GEM a révélé qu'en raison de nombreux problèmes techniques associés aux Simputers et des inégalités bien enracinées, même les représentantes désignées ne s'exprimaient pas. Il est peu probable qu'une évaluation ne ciblant pas spécifiquement les inégalités du genre aurait dévoilé ces facteurs.

- ▶ **À SURVEILLER** Après neuf ans d'acquisition de connaissances et d'un savoir-faire à ce sujet, APC ouvrira en 2010 un service de consultation qui offrira au secteur du développement en général des services d'évaluation et de formation sur le GEM.

10 www.genderevaluation.net

11 Les articles sur certaines évaluations sont réunis à www.apc.org/fr/projects/gem

3b. Genre, Agriculture et Développement rural dans la société de l'information (GenARDIS)

GenARDIS¹² s'adresse à la femme sourde d'Éthiopie qui peut produire son propre revenu grâce à la photographie numérique. Il s'adresse aux productrices du Cameroun qui peuvent acheter de nouveaux outils mieux adaptés grâce à une hausse de leurs revenus et la capacité d'appeler en ville pour commander les produits. GenARDIS s'adresse aux villageoises de Tanzanie qui en avaient assez de marcher trois heures pour se rendre au marché et qui ont créé leur propre marché en utilisant la radio et le téléphone mobile pour communiquer avec leurs clients. Il concerne la vie des femmes et des hommes ruraux qui change grâce à l'accès aux technologies.

Le programme de petites subventions GenARDIS a été lancé en 2002 pour participer à la prise en charge des questions de genre liées à l'application des TIC pour le développement agricole et rural dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Pour la troisième édition de GenARDIS lancée en 2009, plus de 230 demandes ont été reçues. Des subventions de 7 000 euros ont été accordées à quinze projets allant de groupes de théâtre radiophonique, au contrôle des insectes nuisibles grâce à l'accès aux informations en passant par les TIC pour promouvoir l'héritage des femmes et leurs droits à la terre. GenARDIS renforce également les capacités des bénéficiaires et des finalistes par le renforcement des capacités en ligne et deux ateliers en personne. Le renforcement des capacités a porté sur deux compétences que les évaluations de projets avaient recommandées : la formation sur le genre et la préparation de projets et de propositions.

► **À SURVEILLER** La troisième édition de GenARDIS a pris fin en 2010. Depuis ses débuts, le programme a accordé 310 000 euros de subventions de démarrage remises directement à 34 organisations locales pour des initiatives rurales et pour le renforcement des capacités. Nous recherchons un financement pour la quatrième édition.

Christy Bawa, une femme de la tribu locale Bagi, était au départ une petite agricultrice, comme beaucoup d'autres femmes de son village au Nigeria. Les jours de marché, elle vendait des sacs de sable et quelques fruits et légumes.

Mais en participant régulièrement à l'émission de radio de African Radio Drama Association (ARDA), elle a appris à utiliser un téléphone mobile et à exprimer ses préoccupations à la radio. Les gens ont commencé à reconnaître ses compétences et son intégrité et à lui demander des conseils. Elle est une des quelques femmes qui ont réussi à



CHRISTY BAWA – D'AGRICULTRICE À RESPONSABLE DE VILLAGE. PHOTO : ARDA

persuader les anciens du village à ouvrir une école pour adultes. Elle est devenue une responsable du village dans une communauté traditionnellement dirigée par des hommes. – L'ARDA est bénéficiaire de GenARDIS 2008-2010.

12 genardis.apcwomen.org

3c. FTX : Formation en technologie féministe pour les activistes des droits des femmes

Le programme des femmes d'APC forme des activistes des droits des femmes depuis les années 1990. Nous privilégions la formation dans la perspective des valeurs féministes. Notre formation insiste sur la politique de la technologie et encourage les pratiques qui autonomisent les femmes. Nous abordons les technologies sous deux angles. D'une part, nous voyons comment elles affectent les droits des femmes et de l'autre, nous cherchons des moyens de les utiliser pour lutter contre les inégalités et l'oppression.

En 2009, la demande de formation en utilisation stratégique de la part des organisations de droits des femmes a fait un bond à la suite de notre Feminist Tech Exchange (FTX)¹³ de novembre 2008. À cette occasion, nous avons formé plus de 100 activistes des droits des femmes qui ont participé au Forum de l'Association for women's rights in development (AWID), le plus grand rassemblement pour les droits des femmes dans le monde qui se déroule tous les trois ans.

Un de nos principaux programmes de formation porte sur les récits numériques. Ces courtes vidéos qui utilisent l'image et le son pour raconter une histoire personnelle sont particulièrement efficaces pour apporter un changement. Elles peuvent servir pour le plaidoyer et la documentation et tirent parti de l'impact des images, de la parole et de la musique pour raconter une histoire ou communiquer une idée.

En 2009, nous avons formé 137 activistes d'organisations de droits des femmes venant de quatorze pays au cours de sept ateliers. Les FTX qui ciblaient la documentation d'histoires de violence et de survie au moyen des récits numériques et l'apprentissage des outils de réseautage social pour les campagnes ont eu lieu dans le cadre de notre projet MDG3 en Afrique du Sud, en Ouganda, en République du Congo, en Argentine, en Colombie, au Mexique et en Malaisie. Un des ateliers a été co-animé pour la Décennie africaine des personnes handicapées¹⁴ et parmi les conteurs se trouvait Uchenna Maduake, une Nigérienne atteinte de paralysie cérébrale¹⁵, et des participants sourds.

► **À SURVEILLER** Le programme des femmes d'APC offrira une formation aux membres de la campagne mondiale « Arrêtons de tuer et de lapider les femmes » sur les outils de réseautage social et mobile pour le plaidoyer. Cette campagne est coordonnée par Femmes sous lois musulmanes, un réseau présent dans plus de 70 pays, et qui entreprend des projets sur la « culture », les femmes et la violence avec huit partenaires au Sénégal, en Afghanistan, au Nigeria, au Pakistan, en Indonésie, y compris Aceh, en Iran et au Soudan. Les bénéficiaires seront des musulmanes de ces pays qui sont actuellement en danger ou qui sont vulnérables.

Au moins douze FTX auront lieu également en 2010 dans le même nombre de pays dans le cadre du projet « Réapproprie-toi la technologie! » de MDG3.

13 ftx.apcwomen.org

14 www.youtube.com/results?search_query=women%27snet&aq=f

15 Miss Courageous by Uchenna Maduake www.youtube.com/watch?v=Qdw4-p3hKVI

4. CRÉER UN « ESPACE COMMUN D'INFORMATION »



CARTE DU MONDE INDIQUANT OÙ LA PLUPART DES REDEVANCES SONT RECUEILLIES. © 2006 SASI GROUP (UNIVERSITY OF SHEFFIELD) ET MARK NEWMAN (UNIVERSITY OF MICHIGAN) AVEC PERMISSION

Une des nouvelles préoccupations d'APC a trait aux moyens de protéger et d'accroître l'espace commun d'information et du savoir actuel pour généraliser l'accès à l'information et au savoir, y compris les biens culturels comme la musique et le cinéma, les ressources d'apprentissage, l'accès des malvoyants et l'accès aux médicaments à bas prix. Concrètement, il faut comprendre comment les débats et les décisions concernant le droit d'auteur négociées dans les forums internationaux comme l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) influencent les lois nationales sur le droit d'auteur et déterminent – et souvent limitent – l'accès des communautés pauvres et marginalisées à différents types d'information ou de biens axés sur le savoir.

APC prépare un programme de développement concernant la propriété intellectuelle et le droit d'auteur qui fera valoir la nécessité d'un équilibre entre les droits des créateurs et des détenteurs de droit d'auteur et les droits du consommateur et du citoyen au savoir et au développement.

4a. Étude sur le piratage médiatique

En Afrique du Sud, APC a mené une recherche sur la nature et la portée du piratage médiatique et sur l'effet du cadre législatif et exécutif sur l'accès au savoir. Cette recherche fait partie d'un ensemble d'études parallèles réalisées au Brésil, en Inde et en Russie, coordonnées par le Social Science Research Council (SSRC) basé à New York.

Nous avons étudié le secteur de lutte contre le piratage et les infrastructures et évalué si les coûts de la lutte contre le piratage sont plus élevés que les gains. La recherche cherchait également à ouvrir un débat sur le piratage et l'élargir aux besoins culturels et aux pratiques communautaires d'échange d'information et de circulation dans des sociétés où les inégalités sociales sont importantes. Nous avons donc inclus également les points de vue de certaines communautés marginalisées expliquant pourquoi elles consomment des médias piratés et comment.

Le projet vise également à influencer le débat politique en mobilisant les parties prenantes concernées du gouvernement sud-africain et en approchant d'autres forums intergouvernementaux – comme le Forum Inde-Brazil-Afrique du Sud – au sujet des implications de la recherche sur la société de l'information et les droits de propriété intellectuelle.

- ▶ **À SURVEILLER** L'accès au savoir va revêtir une nouvelle importance dans la perspective des droits des consommateurs en raison des effets négatifs de certains régimes maximalistes de propriété intellectuelle qui veulent prolonger la durée du droit d'auteur. Les négociations serrées entourant l'Accord commercial relatif à la contrefaçon (ACRC) seront notamment surveillées de près par la plupart des défenseurs de l'accès au savoir. La recherche sera publiée par le SSRC en 2010.

5. ASSURER ET DÉFENDRE LES DROITS DE L'INTERNET




FACE À LA CENSURE CROISSANTE DE L'INTERNET, LES LIMITES IMPOSÉES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, LA RÉGULATION ET LES MENACES POUR LA VIE PRIVÉE, SOUVENT AU NOM DE LA SÉCURITÉ, APC, DE CONCERT AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE A PROPOSÉ QUE LE QUATRIÈME FGI AIT POUR THÈME LES DROITS DE L'INTERNET. MAIS LES GOUVERNEMENTS RÉSISTENT - A LUTA CONTINUA! PHOTO : BANQUE MONDIALE SUR FLICKR

À mesure que l'internet s'intègre aux multiples facettes de la vie quotidienne, il devient encore plus important qu'il soit régi par un ensemble de droits afin que chacun puisse l'utiliser, profiter de ses avantages et avoir accès à un recours en cas de violation et d'abus. APC collabore avec l'Internet Rights and Principles Dynamic Coalition pour produire une nouvelle version de la Charte des droits de l'internet d'APC¹⁶ formulée en 2001-2002 par APC et révisée en 2006. Parallèlement, APC est en train de travailler à la création d'un Observatoire des droits de l'internet qui surveillera les infractions dans différents pays et cherchera à porter les plaintes concernant des violations à la liberté d'expression et d'association sur l'internet à l'attention du Conseil des droits de l'homme à Genève. APC collabore également avec des partenaires dans douze pays en développement dans le cadre du projet Réapproprie-toi la technologie! afin d'améliorer les droits des femmes sur l'internet.

5a. Les droits humains et le Forum sur la gouvernance de l'internet

Le Forum sur la gouvernance de l'internet (FGI) est un espace de dialogue politique multipartite réuni par le Secrétaire général des Nations Unies en 2006, dont l'horizon initial était de cinq ans, « afin de contribuer à la viabilité, à la robustesse, à la sécurité, à la stabilité et au développement de l'Internet ». Il offre une sorte de « soupape de sécurité » pour certaines des questions de gouvernance de l'internet les plus controversées et permet aux acteurs ayant des opinions radicalement différentes et souvent conflictuelles de se réunir dans un contexte respectueux et constructif qui a été la principale tribune internationale d'APC depuis sa création.

16 www.apc.org/fr/pubs/about-apc/charte-des-droits-dinternet



Au FGI,¹⁷ nous plaidons pour des politiques et des approches réglementaires qui permettent d'établir un programme de développement pour la gouvernance de l'internet et nous y exprimons nos préoccupations concernant l'érosion d'une gouvernance de l'internet fondée sur les droits.

Les droits humains ont été au premier plan du FGI 2009 dans les ateliers et les séances plénières. Les panélistes de tous les groupes de parties prenantes de la séance plénière sur « L'Ouverture et la sécurité » ont été notamment d'accord sur le fait que la vie privée et la sécurité ne doivent pas être compromises l'une par rapport à l'autre ou considérées comme des priorités divergentes qui doivent être conciliées. Les deux ont la même importance. Il s'agit d'un pas important dans la bonne direction et pour lequel APC plaide en particulier dans notre travail sur la régulation des contenus.

Les ateliers portant sur les médias sociaux, la liberté d'expression, la liberté d'information, les droits des femmes et les droits sexuels ont tous conclu que les interventions d'ordre technique, juridique et autre visant à réguler l'utilisation de l'internet devraient s'appuyer sur les instruments de droits humains internationaux et laisser les gens maîtres de ce qu'ils sont, de leurs actions, de leurs interactions, de leurs expressions et de leurs données en ligne.

Un large consensus a été réalisé sur le fait que le développement de l'internet devrait tenir compte des instruments de droits humains actuels (p. ex., la Déclaration universelle des droits de l'homme) qui contribuent à renforcer les droits individuels et collectifs en matière de communications en ligne.

Nous avons fait campagne pour que les droits et les principes de l'internet occupent une plus grande place aux FGI et dans les pratiques des institutions chargées de la gouvernance de l'internet¹⁸. Mais les gouvernements n'ont pas cédé.

En 2009, APC a entrepris une recherche exploratoire dans le domaine des droits sexuels et la censure et l'internet¹⁹. Les résultats ainsi qu'un travail de plaidoyer de grande envergure pour les politiques sont prévus pour 2010. Les résultats de notre recherche s'adressent principalement aux participants des FGI, notamment les groupes de protection de l'enfance, qui se mobilisent au sujet de l'internet.

► **À SURVEILLER** La campagne de plaidoyer pour que les droits humains sur l'internet fassent partie du programme du FGI5, qui doit avoir lieu à Vilnius en Lituanie en septembre 2010, a échoué. Le programme du FGI de 2010 comprendra plutôt des questions sur le développement et la gouvernance de l'internet. Vilnius sera l'occasion de lancer un débat qui devient de plus en plus pressant. Les résultats de notre recherche sur la sexualité et l'internet, EroTICs, seront diffusés tout au long de 2010.

17 <http://www.apc.org/fr/projects/forum-sur-la-gouvernance-de-linternet>

18 APC a produit un document d'information pour la société civile sur le FGI qui énonçait également nos objectifs de participation. Il avait été consulté 2 626 fois au 8 juin 2010. www.apc.org/fr/news/brief-apc-fourth-internet-gouvernance-forum

19 www.apc.org/fr/projects/erotics

5b. MDG3 : Réapproprie-toi la technologie! pour mettre fin à la violence contre les femmes



SI LES FEMMES SONT VICTIMES DE LA VIOLENCE DE FAÇON DISPROPORTIONNÉE DANS LE MONDE RÉEL, ELLES LE SONT TOUT AUTANT EN LIGNE. LES ACTIVISTES DES DROITS DES FEMMES ET DES TIC SE RÉUNISSENT AU PAKISTAN (PHOTO) ET ONZE AUTRES PAYS DANS LE CADRE DU NOUVEAU PROJET ORIGINAL D'APC. PHOTO : BYTES FOR ALL


L'ONU estime que 95% des comportements agressifs, du harcèlement, des violences verbales et des images dégradantes en ligne visent les femmes et viennent de partenaires ou d'anciens partenaires. D'autres enquêtes montrent que les victimes du harcèlement en ligne sont surtout des femmes. Mais les TIC sont aussi mises à contribution par les groupes de femmes et d'autres dans le monde entier pour lutter contre la violence faite aux femmes.

En 2009, nous sommes allés encore plus loin dans notre travail pour mettre fin à la violence faite aux femmes commencé en 2005. En janvier, nous avons lancé notre plus grand projet, Réapproprie-toi la technologie! pour mettre fin à la violence faite aux femmes²⁰, qui apporte d'importantes ressources à douze pays en développement afin de documenter les violations des droits des femmes en ligne, le renforcement des capacités des activistes et des survivantes dans l'utilisation créatrice et sûre des TIC et de plaider pour les politiques visant à renforcer la protection des droits en ligne. Ce projet fait partie d'un mouvement international ayant pour but d'atteindre l'objectif 3 – Promouvoir l'égalité des sexes – des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

La première partie de ce projet a consisté à mener des études²¹ de la situation actuelle concernant la violence faite aux femmes et les TIC dans chacun des pays et à voir comment les lois ou leur absence nuisent aux femmes ou bien les aident. Ces rapports sur le lien entre les politiques sur la violence faite aux femmes et les TIC sont les premiers de ce genre et font suite aux travaux innovants du programme des femmes d'APC dans ce domaine.

20 www.apc.org/fr/projects/mdg3

21 www.apc.org/fr/pubs/research/VAW-ICT-country-reports



Par exemple, le rapport sur la Malaisie montre qu'en l'absence de loi sur la protection de la vie privée, celle-ci n'est pratiquement pas protégée. Les chercheurs ont notamment constaté qu'un fournisseur de téléphonie mobile offrait l'option de surveillance d'un autre téléphone mobile. Même si la publicité s'adressait aux parents, rien n'indiquait si la permission de la partie surveillée était nécessaire et il était implicite dans la publicité qu'elle ne l'était pas. Cette situation a des répercussions évidentes sur les victimes de violence familiale.

Les rapports représentent un travail préparatoire essentiel pour les prochaines étapes du projet. Des analyses entre pays comparent et opposent les résultats des rapports dans chaque région.

Nos pays partenaires ont mobilisé plus de 200 défenseurs des droits des femmes de la société civile ainsi que des décideurs du gouvernement et du secteur privé pour prendre part à des activités de sensibilisation et des ateliers stratégiques afin d'obtenir un soutien pour le plaidoyer pour les politiques et le renforcement des capacités. APC veut contribuer à créer une communauté internationale de femmes et d'adolescentes qui adopteront les TIC et les utiliseront pour changer ce que le projet du Millénaire de l'ONU a qualifié de pandémie de la violence.

Le projet finance également les FTX et les campagnes Réapproprie-toi la technologie! dans chaque pays.

- ▶ **À SURVEILLER** En 2010-2011, nous accorderons des petites subventions pour des interventions visant à faire cesser la violence faite aux femmes grâce à l'utilisation des TIC dans chacun des douze pays. En rapport avec les politiques, nous ferons en sorte de catalyser les plaidoyers afin d'intégrer les droits des femmes dans les politiques de TIC dans les contextes nationaux et de renforcer la participation des femmes et leur leadership dans les espaces de politiques de TIC qui influent sur les droits des femmes.

5c. Réapproprié-toi la technologie! 16 jours d'activisme pour mettre fin à la violence faite aux femmes



WOMEN'SNET A TRANSFÉRÉ L'ACTIVISME VIRTUEL AU MONDE RÉEL ET DANS LES RUES AVEC RÉAPPROPRIÉ-TOI LA TECHNOLOGIE! EN AFRIQUE DU SUD. L'ACTEUR BIEN CONNU KENNETH NKOSI ET DEUX MEMBRES DE GIRLS'NET PARLENT À UN CHAUFFEUR DE TAXI À SOWETO. PHOTO : WOMEN'SNET

Du 25 novembre au 10 décembre, dans plus de douze langues en ligne et ailleurs, les gens se sont réapproprié la technologie pour mettre fin à la violence faite aux femmes pendant la Campagne Réapproprié-toi la technologie!²²

L'année 2009 a marqué la quatrième édition de la campagne, une campagne plus intense qui a suscité un intérêt accru dans l'appropriation créatrice de la technologie par les femmes, les filles et les hommes dans différentes parties du monde dans le but de sensibiliser les gens et de les insusciter à agir contre la violence.

Au Congo et au Cambodge, où l'internet est encore peu utilisé, les activistes se sont rendus dans les cybercafés et les lieux de rencontre des jeunes pour la campagne Réapproprié-toi la technologie! et ont apporté de la documentation en français et en khmer.

Réapproprié-toi la technologie! pour l'égalité des femmes


Le projet est réalisé dans douze pays :

Afrique : Afrique du Sud, Ouganda, République du Congo et République démocratique du Congo (RDC)

Asie : Pakistan, Cambodge, Malaisie et Philippines

Amérique latine : Argentine, Colombie, Mexique et Brésil.

22 www.takebackthetech.net



Le Women of Uganda Network (WOUGNET) a tenu un échange en ligne de seize jours avec des hommes et des femmes sur la question de la violence faite aux femmes et sur quels outils de communication et actions seraient les plus efficaces, en particulier pour les femmes en milieu rural extrêmement pauvres.

Lorsque le Centre for Independent Journalism a organisé des ateliers audio avec des villageoises de Malaisie et leur a demandé ce dont elles voulaient parler, elles ont majoritairement répondu la violence faite aux femmes. Le premier blogue en tamoul²³ a été ouvert pour donner aux femmes et aux filles tamoules la possibilité d'échanger leurs histoires et parler de leurs expériences afin de tenter de mettre fin à la violence.

Au Mexique, Modemmujer et LaNeta ont créé seize fiches d'info pour les organisations de femmes contenant des conseils et des outils à l'appui du réseautage interne, la sécurité dans les communications en ligne et le plaidoyer. Un atelier et des discussions ont été organisés et diffusés par la radio pour savoir si et pourquoi les féministes devraient utiliser Twitter. La formation a été offerte de Mexico aux États de Puebla et Chiapas.

► **À SURVEILLER** En 2010, la campagne Réapproprie-toi la technologie! va continuer de prendre de l'ampleur grâce à des campagnes locales rejointes par Réapproprie-toi la technologie! Arabie et un nouveau site de campagne en ourdou par les activistes au Pakistan. Le site mondial continuera de soutenir la campagne avec de nouvelles ressources, un site web amélioré, seize actions quotidiennes mobilisatrices et plus de contenus en espagnol et en français.

23 magalirmathum.blogspot.com



6a. Un code de bonnes pratiques sur l'information, la participation et la transparence dans la gouvernance de l'internet

Depuis les débuts du Forum sur la gouvernance de l'internet, le Conseil de l'Europe, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) et APC travaillent à une initiative conjointe pour créer un code de bonnes pratiques sur l'information, la participation et la transparence dans la gouvernance de l'internet²⁵ de manière à établir une certaine responsabilisation publique pour les institutions chargées de la gouvernance de l'internet. Le code fait fond sur les expériences en matière de gouvernance de l'internet et les principes qui régissent la gouvernance de l'internet adoptés au Sommet mondial sur la société de l'information.

Au FGI de 2009, le projet de code présenté a été bien accueilli. Plusieurs institutions chargées de la gouvernance de l'internet, comme l'ICANN, l'Internet Society (ISOC) et le World Wide Web Consortium (W3C), ont participé à l'examen et indiqué qu'elles étaient prêtes à utiliser le code.

- ▶ **À SURVEILLER** En 2010, le code sera mis à l'essai par au moins trois institutions chargées de la gouvernance de l'internet. Elles l'appliqueront à des processus de gouvernance particuliers et rendront compte des résultats au FGI de 2010. On demandera aux parties prenantes d'utiliser le code pour consigner leur perspective sur la facilité de participation à chaque processus et la facilité d'accès à l'information le concernant.

25 www.intgovcode.org

6b. ICANN et la responsabilisation

L'ICANN est l'institution qui gère le système des noms de domaines et distribue les adresses de protocole internet (IP); autrement dit, elle contrôle l'infrastructure logique de l'internet, ce qui fait l'internet plutôt qu'un groupe de réseaux de télécommunication et de données différents et séparés. Jusqu'au début de 2009, l'ICANN était sous le contrôle unilatéral des États-Unis. Le fait de savoir si un seul gouvernement devait jouer un rôle prédominant dans la gouvernance internationale de l'internet a été une source de conflit entre gouvernements au Sommet mondial sur la société de l'information de 2005.

En 2009, le contrat du gouvernement américain avec l'ICANN devant être renouvelé, le Projet de gouvernance de l'internet, APC, le membre d'APC RITS du Brésil et IT for Change de l'Inde se sont encouragés mutuellement à présenter leurs propres mémoires pour exercer des pressions croissantes pour que le contrat (ou entente) expire²⁶. La contribution de la société civile a été une riposte à ceux qui soutenaient que l'entente devait se poursuivre (surtout les entreprises commerciales et les télécoms du secteur privé américain).

L'ICANN et le gouvernement américain ont convenu de laisser l'entente expirer²⁷ et se sont entendus sur une nouvelle affirmation d'engagement, un instrument permanent qui retire au gouvernement américain son rôle de surveillance unique et établit la responsabilisation de l'ICANN sur une base multipartite plus large en prévoyant une série d'examens de sa performance.

► **À SURVEILLER** Le premier examen de l'ICANN sur la responsabilisation et la transparence aura lieu en 2010.

26 www.apc.org/fr/pubs/briefs/comments-icann-proposed-by-law-changes-improve-acco

27 www.apc.org/fr/news/icann-and-us-government-end-affair



PUBLICATIONS

EN 2009, APC a publié 29 documents de recherche sur son site web et trois livres ainsi que de nombreuses déclarations. Nous soulignons ici l'importance de l'Observatoire mondial de la société de l'information, qui a été produit pour la troisième année et qui est un projet phare d'APC – il ne s'agit pas seulement d'une publication annuelle, mais d'un outil et d'un processus de plaidoyer mondial.

Les publications d'APC peuvent être téléchargées gratuitement et sont publiées dans la mesure du possible en anglais, en français et en espagnol (ou parfois en portugais lorsque le contenu s'applique à l'Afrique).

OBSERVATOIRE MONDIAL DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION 2009

Le rapport Observatoire mondial de la société de l'information (OMSI) vise à stimuler une approche en collaboration à l'égard du plaidoyer pour les politiques de TIC et à créer une plateforme commune pour partager des expériences différentes. L'OMSI a l'ambition d'avoir un impact sur la formulation des politiques aux niveaux national, régional et mondial.

L'OMSI privilégie un thème différent chaque année. Le rapport de 2009 porte sur l'accès à l'information et au savoir en ligne – faire avancer les droits humains et la démocratie. Il contient plusieurs rapports thématiques sur des sujets comme les droits de propriété intellectuelle, le droit au savoir, les normes ouvertes et l'accès aux ressources éducatives et aux bibliothèques, ainsi qu'un aperçu des institutions et une réflexion sur les indicateurs de l'accès à l'information et au savoir. Le rapport contient cette année une nouvelle section qui présente une cartographie visuelle des droits dans le monde et de l'utilisation des TIC pendant la crise politique en Iran.

Des auteurs de 48 pays aussi différents que la République démocratique du Congo, le Mexique, la Suisse et le Kazakhstan analysent l'accès à l'information et au savoir en ligne dans leur pays, alors que six aperçus régionaux présentent une vue d'ensemble des tendances régionales.

Livres dont les auteurs sont des membres d'APC en 2009

The APC ICT Policy Handbook (Second edition) APC/Ed. David Souter
Éditeur : APC, Montevideo

Observatoire mondial de la société de l'information 2009 APC/Hivos
Éditeur : APC/Hivos, Montevideo (en anglais, français et espagnol)

TIC pour la démocratie : Technologies de l'information et de la communication pour la démocratie – accent sur l'autonomisation APC
Éditeur : Agence suédoise de développement international, Stockholm
Global Information Society Watch 2009

L'OMSI 2009 indique que malgré l'acceptation croissante de l'idée du « droit de savoir », l'accès des consommateurs à l'information en ligne reste limité et rend compte du déséquilibre entre les droits des détenteurs du droit d'auteur et ceux des utilisateurs des documents protégés. Dans certains pays, les détenteurs du droit d'auteur ajoutent une protection technologique pour restreindre la copie et le partage des contenus légalement autorisés. Le plaidoyer pour l'accès à l'information et au savoir est essentiel si l'on veut que la société de l'information soit autre chose qu'un mot à la mode dans de nombreux pays.

L'Observatoire mondial de la société de l'information 2009 est dédié à la mémoire d'Amy K. Mahan, collaboratrice de longue date d'APC et ancienne contributrice de l'OMSI décédée le 5 mars 2009.

« Alors que l'internet offre de nouvelles possibilités de communiquer quotidiennement, les tentatives d'étouffer, de freiner ou simplement d'empêcher les gens de parler se multiplient partout. APC et Hivos ont réussi à donner un aperçu des deux tendances et donnent des détails pour appuyer leurs dires ».

Mark Surman, Mozilla Foundation

« Bien qu'il n'en soit qu'à sa troisième édition, l'Observatoire mondial de la société de l'information (OMSI) s'avère une lecture indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à la façon dont les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent contribuer au développement humain »

Sisule F. Musungu, Iqsenato

« L'OMSI a entrepris la tâche difficile et éminemment importante de comprendre les questions convergentes de la liberté d'expression, de l'accès au savoir et à l'information et des droits numériques dans un contexte mondial comparatif. Bon nombre de ces questions sont mises de l'avant dans les débats sur les politiques depuis dix ans, mais les chercheurs, les défenseurs et les décideurs ne disposaient pas d'un cadre permettant de les représenter et de les comparer à l'échelle mondiale. C'est maintenant chose faite ».

Joe Karaganis, Social Science Research Council



« J'ai particulièrement aimé la section sur les mesures. L'économie du savoir a besoin d'indices à la fois qualitatifs et quantitatifs. Le fait de donner une place centrale aux droits et au développement humains dans les indicateurs donne une « âme » aux mesures. Selon moi, il s'agit d'une des publications sur l'accès à l'information les plus équilibrées de la période post-SMSI ».

Buhle Mbambo-Thata, University of South Africa (UNISA) Library Services

LES MEMBRES D'APC EN 2009

EN DÉCEMBRE 2009, APC comptait 50 membres dans 36 pays; 80% des membres viennent des pays en développement.

Afrique du Sud

Community Education Computer Society (CECS)

www.cecs.org.za

Southern African NGO Network (SANGONeT)

www.sangonet.org.za

Ungana-Afrika

www.ungana-afrika.org

Women'sNet

www.womensnet.org.za

Argentine

Nodo Tau

www.tau.org.ar

Wamani

www.wamani.apc.org

Asie du Sud

Bytes For All²⁸

www.bytesforall.org

Australie

apc.au

www.apc.org.au

Bangladesh

Bangladesh Friendship Education Society (BFES)

www.bfes.net

Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE)

www.voicebd.org

Bosnie-Herzégovine

OneWorld Platform for Southeast Europe Foundation (owpsee)

www.oneworldsee.org

Brésil

Rede de Informações para o Terceiro Setor (RITS)

www.rits.org.br

Bulgarie

BlueLink Information Network

www.bluelink.net

Cambodge

Open Forum of Cambodia

www.forum.org.kh

Open Institute

www.open.org.kh/en

Cameroun

PROTEGE QV

www.protegeqv.org

Canada

Alternatives

www.alternatives.ca

Web Network

www.web.net

Colombie

Colnodo

www.colnodo.apc.org

Congo, République du

AZUR Développement

www.azurdev.org

Corée du Sud

Korean Progressive Network

Jinbonet

www.jinbo.net

Costa Rica

Sulá Batsú

www.sulabatsu.com

²⁸ APC collabore activement avec Bytes For All au Pakistan et au Bangladesh.

Croatie

ZaMirNET
www.zamirnet.hr

Espagne

Pangea
www.pangea.org

Égypte

ArabDev
www.arabdev.org

Hongrie

Green Spider
www.zpok.hu

Inde

Digital Empowerment
Foundation (DEF)
www.defindia.net

Japon

Japan Computer Access Network
(JCA-NET)
www.jca.apc.org

Japan Computer Access
for Empowerment (JCAFE)
www.jcafe.net/english

Kenya

African Regional Centre
for Computing (ARCC)
www.arcc.or.ke

Arid Lands Information
Network (ALIN)
www.alin.or.ke

Kenya ICT Action Network
(KICTANet)
www.kictanet.or.ke

Macédoine

Metamorphosis Foundation
www.metamorphosis.org.mk

Mexique

LaNeta
www.laneta.apc.org

Nigeria

Fantsuam Foundation
www.fantsuam.org

Ouganda

Collaboration on International
ICT Policy for East et Southern
Africa (CIPESA)
www.cipesa.org

Women of Uganda Network
(WOUGNET)
www.wougnnet.org

Philippines

Foundation for Media
Alternatives (FMA)
www.fma.ph

WomensHub
www.womenshub.net

République dominicaine

Networks & Development
Foundation (FUNREDES)
www.funredes.org

République tchèque

Econnect
www.ecn.cz

Roumanie

StrawberryNet
www.sbnnet.ro

Royaume-Uni

Computer Aid International
www.computeraid.org

GreenNet
www.gn.apc.org

USA

Institute for Global
Communications (IGC)
www.igc.org

LaborNet
www.labornet.org

May First/People Link
www.mayfirst.org

Uruguay

Third World Institute (ITeM)
www.item.org.uy

Venezuela

Fundación Escuela Latinoamericana
de Redes (EsLaRed)
www.eslared.org.ve

NOUVEAUX MEMBRES

EN 2009, deux nouveaux membres se sont joints aux 50 organisations d'APC. Digital Empowerment Foundation est particulièrement importante pour nous car il s'agit de notre premier membre du sous-continent indien, bien que nous ayons déjà travaillé avec de nombreux partenaires indiens au cours des années.

Digital Empowerment Foundation (DEF), Inde



MADHYA PRADESH COMPTE PLUS DE 5 MILLIONS DE TISSERANDS. LA DEF LEUR ENSEIGNE LE DESIGN SUR ORDINATEUR. CES FEMMES DE CHANDRI OÙ SE TROUVE LE CENTRE INFORMATIQUE FONT DES VÊTEMENTS À L'AIDE DES NOUVEAUX DESIGNS. PHOTO : DEF

La DEF a été fondée en décembre 2002 par l'ancien propriétaire de la firme informatique d'Osama Manzar. Après des années dans le secteur de la TI, il a compris le potentiel d'autonomisation des pauvres par les TIC et a décidé d'en apprendre plus sur les moyens d'aider les communautés rurales. Ce qui a commencé comme une entreprise individuelle à partir de sa maison est devenu une organisation complètement autonome qui emploie 40 personnes et qui comprend un réseau d'organisations partenaires dans 60 pays. La DEF tire ses revenus de services de consultation et de recherche, d'événements et d'un flux continu de projets commandés par l'État. Le travail de la DEF est aussi divers qu'innovateur : construction de télécentres dans 35 États de l'Inde, plaidoyer, renforcement des capacités, recherche et services de consultation et tenue de séminaires et de conférences pour définir les pratiques exemplaires.

DEF : www.defindia.net (devenue membre d'APC en septembre)

May First/People Link, États-Unis



L'ÉQUIPE AU FORUM SOCIAL MONDIAL DE 2009 À BELÉM, AU BRÉSIL. MF/PL PARTICIPE À DE NOMBREUSES COALITIONS ET CAMPAGNES. MF/PL A DIRIGÉ L'ÉQUIPE TECHNIQUE LORS D'UN CERTAIN NOMBRE DE FORUMS SOCIAUX AMÉRICAINS. PHOTO : MF/PL

La coopérative de New York, May First/People Link, est une alliance entre deux organisations de technologie sans but lucratif et d'organisations membres composées de personnes qui voient dans l'internet un élément vital du mouvement pour le changement social. Ils ont mis en commun leurs ressources pour offrir un hébergement web, un courriel et d'autres outils internet de qualité pour contribuer à « préserver l'ouverture de l'internet, étendre son utilité et son utilisation par les mouvements progressistes au niveau international » et créer de nouveaux outils permettant de rendre les TIC encore plus conviviaux et accessibles à tous. L'organisation s'intéresse principalement au partage des ressources et à l'activisme. Elle offre des services internet depuis plus de quinze ans comme alternative aux fournisseurs de services commerciaux.

May First/People Link : www.mayfirst.org (devenue membre d'APC en janvier)

RÉPERTOIRE : GOUVERNANCE ET ÉQUIPE



CONSEIL D'ADMINISTRATION D'APC À SA RÉUNION DE 2009 À BUENOS AIRES EN JUIN. DE GAUCHE À DROITE :
MAGELA, DANILO, MICHEL, ANDREW, VALENTINA, ANRIETTE ET AL. PHOTO : APC

CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2009²⁹

Danilo Lujambio, Argentine (président)

Janine Moolman, Afrique du Sud (vice-présidente jusqu'en janvier)

Valentina Pellizzer, Bosnie-Herzégovine
(vice-présidente à compter de février)

Andrew Garton, Australie (secrétaire)

Magela Sigillito, Uruguay (trésorière)

Alan Alegre, Philippines

Anriette Esterhuysen, Afrique du Sud (directrice exécutive)

Michel Lambert, Canada

James Nguo, Kenya

²⁹ Pour la période de novembre 2007 à novembre 2010

REPRÉSENTANTS À L'ASSEMBLÉE DES MEMBRES EN 2009

AFRIQUE

ALIN, Kenya

James Nguo

ArabDev, Égypte

Leila Hassanin

ARCC, Kenya

Alfred Orimbo, Steven Yogo

AZUR Développement, République du Congo

Blanche Zissi, Romeo Mbengou

CECS, Afrique du Sud

Arnold Pietersen

CIPESA, Ouganda

Vincent Bagire, Lillian Nalwoga

Fantsuam Foundation, Nigeria

John Dada, Kelechi Micheals

KICTANet, Kenya

Alice Wanjira, Muriuki Mureithi

PROTEGE QV, Cameroun

Sylvie Siyam, Avis Momeni

SANGONeT, Afrique du Sud

David Barnard, Janine Moolman

Ungana-Afrika, Afrique du Sud

Toni Elias, Tshepo Thlaku

Women'sNet, Afrique du Sud

Sally-Jean Shackleton,

Lebogang Marishane

WOUGNET, Ouganda

Milton Aineruhanga,

Goretti Zavuga Amuriat

ASIE-PACIFIQUE

apc.au, Australie

Andrew Garton, Grant McHerron

BFES, Bangladesh

Reza Salim, Rashiduzzaman Ahmed

Bytes For All, Asie du Sud

Partha Pratim Sarker,

Frederick Noronha

DEF, Inde

Osama Manzar, Shaifali Chikermane

FMA, Philippines

Alan Alegre

JCAFE, Japon

Onoda Mitoye, Okabe Kazuaki

JCA-NET, Japon

Fujino Satoshi, Hamada Tadahisa

Jinbonet, Corée du Sud

Byoung-il Oh, Ji-Sung Kim

Open Forum, Cambodge

Im Sokthy

Open Institute, Cambodge

Chim Manavy, Kong Sidaroth

VOICE, Bangladesh

Ahmed Swapan Mahmud,

Farjana Akter

WomensHub, Philippines

Pi Villanueva

EUROPE

BlueLink, Bulgarie

Pavel Antonov (jusqu'en octobre),
Vera Staevska (à compter d'octobre),
Milena Bokova (jusqu'en avril),
Kalin Lilovski (d'avril à juillet),
Evgenia Tasheva (à compter d'août)

Computer Aid International, R.-U.

Tony Roberts, Anja French
(à compter de juillet)

GreenNet, R.-U.

Michael Moritz, Liz Probert

Green Spider, Hongrie

Peter Dunajcsik, Zoltan Varady
(jusqu'en mars) Robert Fidrich
(à compter de mars)

Metamorphosis, Macédoine

Bardhyl Jashari, Irina Shumadieva

owpsee, Bosnie-Herzégovine

Valentina Pellizzer, Sanjin Bužo
(à compter de juin)

Pangea, Espagne

Leandro Navarro, Lorena Merino

StrawberryNet, Roumanie

Mihaly Bako

ZaMirNET, Croatie

Danijela Babic, Gabrijela Ivanov
(jusqu'en juin), Nebojsa Gavrilov
(à compter de juin)

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

CEPES, Pérou

Maicu Alvarado,
Roberto Bustamante

Colnodo, Colombie

Julián Casasbuenas, Ariel Barbosa

EsLaRed, Venezuela

Edmundo Vitale,
Lourdes Pietrosevoli

FUNREDES, République dominicaine

Daniel Pimienta

ITeM, Uruguay

Pablo Accuosto, Elsa Duhagón

LaNeta, Mexique

Olinca Marino, Erika Smith

Nodo Tau, Argentine

Danilo Lujambio, Eduardo Rodríguez

RITS, Brésil

Carlos Afonso, Graciela Selaimen

Sulá Batsú, Costa Rica

Margarita Salas, Francia Alfaro
(jusqu'en février), Kemly Camacho
(à compter de février)

Wamani, Argentine

Carlos Alvarez, Rodolfo Rapetti

AMÉRIQUE DU NORD (sans le Mexique)

Alternatives, Canada

Michael Lambert, Caroline Tagny

IGC, États-Unis

Mark Graham, Mitra Ardron

LaborNet, États-Unis

Steve Zeltzer, Erika Zweig

May First/People Link, États-Unis

Alfredo Lopez, Hilary Goldstein

Web Networks, Canada

Oliver Zielke, Ramya Ramanathan

L'ÉQUIPE DU PERSONNEL EN 2009



L'ÉQUIPE D'APC À BUENOS AIRES, JUIN 2009. PHOTO : APC

GESTION STRATÉGIQUE

Directrice exécutive

Anriette Esterhuysen,
Afrique du Sud

Administratrice

Eunice Mwesigwa, Afrique du Sud*

Assistante exécutive

et administratrice des subventions

Emilar Vushe, Afrique du Sud
(à compter de mai)

FINANCES ET RESSOURCES HUMAINES

Directrice des finances

Maya Sooka, Afrique du Sud

Associée aux finances

Misty McWilliam,
Afrique du Sud/ États-Unis
(*jusqu'en août, puis équipe
du personnel)

Assistante aux finances

Fatima Bhyat, Afrique du Sud

**Coordonnatrice des événements
et de la logistique**

Mylene Soto, Philippines/Suisse

COMMUNICATIONS ET MÉDIAS

**Directrice des communications,
des médias et des promotions**

Karen Higgs, Uruguay

Rédactrice spécialisée

Analía Lavin, Uruguay

**Associée aux communications,
médias et promotions**

Lisa Cyr, Canada/Uruguay

(**jusqu'en mars, puis équipe
du personnel)

**Administratrice technique
et des systèmes**

Sarah Tomas, Philippines

Conseiller technique

Adolfo Dunayevich, Mexique*

Stagiaire en communications

Federico Pérez, Uruguay

(à compter d'octobre)*

Programme d'appui aux réseaux de femmes (PARF d'APC)

Directrice du PARF d'APC

Chat Garcia Ramilo, Philippines

Coordonnatrice d'APC-

Femmes-Afrique

Jennifer Radloff, Afrique du Sud

**Coordonnatrice de Latin America
Network (PARM)**

Dafne Plou, Argentine

**Coordonnatrice de la recherche
GEM**

Angela Marianne Kuga Thas,
Malaisie

**Coordonnatrice du réseau
des praticiens du GEM**

Lenka Simerska, République tchèque

**Coordonnatrice du plaidoyer
pour les droits des femmes**

Jac sm Kee, Malaisie

Coordonnatrice du projet MDG3

Janine Moolman, Afrique du Sud

Coordonnatrice de GenderIT.org

Katerina Fialova, République
tchèque

Coordonnatrice des communications

Erika Smith, Mexique

**Rédactrices du site web de
GenderIT.org**

Flavia Fascendeni, Brésil/Argentine*,

Sonia Randhawa, Malaisie/Australie

(à compter de février)*

Programme des politiques de communication et d'information (PPCI)

Directeur des politiques

Willie Currie, États-Unis /
Afrique du Sud

Coordonnatrice du plaidoyer pour les politiques nationales de TIC

Natasha Primo, Afrique du Sud

Coordonnatrice du programme des politiques en Amérique latine (PPCI-AL)

Valeria Betancourt, Équateur

Conseillère en communication au PPCI-AL

Analia Lavin, Uruguay

Rédactrice pour le PPCI-AL

Florencia Flores, Uruguay*

Stagiaire au PPCI-AL

Felisa Ponce Tamayo, Équateur/
Canada** (jusqu'en mars)

Rédacteur pour l'Observatoire mondial de la société de l'information

Alan Finlay, Afrique du Sud*

Coordonnateur du réseautage et du plaidoyer pour les politiques de TIC

Chad Lubelsky, Canada
(à compter de novembre)*

Assistante de recherche en piratage des médias

Natalie Brown (jusqu'en mai)*

Technologies et développement de réseaux stratégiques (STaND)

Directrice de STaND

Karen Banks, Royaume-Uni

Coordonnateur de la collaboration avec les membres et du partage du savoir

Karel Novotný, République tchèque
/Uruguay

Coordonnatrice des technologies pour les droits de l'internet et l'activisme

Cheekay Cinco, Philippines

* Consultants et/ou membre de l'équipe temporaire ayant travaillé avec APC en 2009

** L'Institut international pour le développement durable (IIDD) a fourni à APC deux stagiaires remarquables en 2009.

BAILLEURS DE FONDS

NOUS AIMERIONS remercier les agences et les organisations donatrices suivantes pour leur appui à notre travail* en 2009 :

Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, Fonds MDG3

MDG3 : Réapproprie-toi la technologie! pour mettre fin à la violence faite aux femmes

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Web 2.0 et réseautage social pour le développement (module IMARK)

Fondation Ford

EroTICs : Sexualité et internet (Projet de recherche exploratoire)

Renforcer le réseautage de la société civile et le plaider sur la politique publique concernant l'internet au niveau international

Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries (Hivos)

Soutien de base au Plan d'action stratégique d'APC 2009-2012

Observatoire mondial de la société de l'information 2009

GenARDIS : Fonds de petites subventions pour la prise en charge des questions du genre liées aux TIC et à l'agriculture et au développement rural dans les pays ACP, Édition III (édition 2008-2010)

Institute of International Education (IIE) - Partnership for Higher Education in Africa (PHEA)

Faire baisser le coût de la large bande en Afrique du Sud, au Ghana et au Nigeria

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Communication pour l'influence dans la région andine, Amérique latine (CILAC)

Vers la détente dans le piratage des médias

Communication pour l'influence en Afrique centrale, de l'Est et de l'Ouest (CICEWA)

Renforcement des capacités et soutien institutionnel pour APC – INSPRO II

Méthodologie d'évaluation du genre (GEM) II : Building Gender Evaluation Practice within the ICT for Development Community

GenARDIS : Fonds de petites subventions pour la prise en charge des questions de genre liées aux TIC et à l'agriculture et au développement rural dans les pays ACP, Édition III (édition 2008-2010)

Institut international pour la communication et le développement (IICD)

GenARDIS : Fonds de petites subventions pour la prise en charge des questions de genre liées aux TIC et à l'agriculture et au développement rural dans les pays ACP, Édition III (édition 2008-2010)

Agence suédoise de développement et de coopération (Sida)

Observatoire mondial de la société de l'information 2009

Étude des effets et des possibilités des TIC pour le renforcement de la démocratie – en particulier pour l'autonomisation en Afrique de l'Est

Agence suisse de développement et de coopération (SDC)

Observatoire mondial de la société de l'information 2009

Building Communication Opportunities (BCO) Alliance – Coordination

Centre technique pour la coopération agricole et rurale (CTA)

GenARDIS : Fonds de petites subventions pour la prise en charge des questions du genre liées aux TIC et à l'agriculture et au développement rural dans les pays ACP, Édition III (édition 2008-2010)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Trousse de ressources pour l'accès des pauvres aux TIC

Subventions traitées par APC au nom de ses membres et partenaires

KICTANet, membre d'APC au Kenya, du CRDI SANGONeT, membre d'APC en Afrique du Sud, de la Fondation Gates

Ushahidi, partenaire d'APC au Kenya, de Humanity United et de la Silicon Valley Community Foundation

30 Pour en savoir plus sur les initiatives soutenues, consulter la section « Notre travail » sur le site web d'APC. Les anciens projets sont archivés à www.apc.org/fr/projects/past

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS POUR 2009

| BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009 | | |
|---|------------------|------------------|
| | 2009 (USD) | 2008 (USD) |
| ACTIF | 1 718 319 | 2 057 776 |
| Actif à long terme | 2 | 2 |
| Équipement | 2 | 2 |
| Actif à court terme | 1 718 317 | 2 057 774 |
| Comptes débiteurs | 23 498 | 65 388 |
| Revenu accumulé – consultations | - | 30 807 |
| Revenu accumulé – prêts | 3 196 | 705 218 |
| Espèces et quasi-espèces | 1 691 623 | 1 256 361 |
| ACTIF TOTAL | 1 718 319 | 2 057 776 |
| RÉSERVES ET PASSIF | 1 718 319 | 2 057 776 |
| Réserves et fonds de viabilité | 659 385 | 638 403 |
| Fonds de viabilité | 625 366 | 604 384 |
| Bénéfices non répartis | 34 019 | 34 019 |
| Passif à court terme | 1 058 934 | 1 419 373 |
| Comptes créditeurs | 38 148 | 92 116 |
| Revenu reporté de mise en œuvre des projets | - | - |
| Revenu reporté des prêts | 1 020 787 | 1 327 258 |
| TOTAL DES RÉSERVES ET DU PASSIF | 1 718 319 | 2 057 776 |

| RÉSULTATS POUR L'ANNÉE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2009 | | |
|---|------------------|------------------|
| | 2009 (USD) | 2008 (USD) |
| REVENUS | 3 002 927 | 2 989 660 |
| Revenu des subventions et contrats | 2 879 019 | 2 847 243 |
| Revenu gagné | 123 908 | 142 417 |
| Revenu des consultations | 52 344 | 76 492 |
| Intérêts | 452 | - |
| Frais d'adhésion | 23 135 | 28 377 |
| Dons | 10 872 | 14 399 |
| Ventes et divers | 37 105 | 23 149 |
| Dépenses | 2 981 945 | 2 812 150 |
| Rémunération des vérificateurs | 10 760 | 9 270 |
| Réunions (personnel, conseil et assemblées) | 22 341 | 56 978 |
| Dépenses opérationnelles | 71 217 | 64 345 |
| Coûts du personnel | 343 876 | 378 769 |
| Dépenses liées aux programmes et projets | 2 506 322 | 2 261 235 |
| Téléphone et télécopieur | 1 799 | 1 145 |
| Traduction | 7 005 | 15 610 |
| Transports, hébergement et indemnités quotidiennes | 6 853 | 11 905 |
| Site web (y compris la restructuration) | 11 772 | 12 893 |
| EXCÉDENT / (DÉFICIT) POUR L'ANNÉE | 20 982 | 177 510 |

Remarques : Les informations détaillées figurent dans les états financiers vérifiés de 2009

REMERCIEMENTS

Rédactrice du rapport annuel : Karen Higgs, directrice des communications d'APC khiggs@apc.org

Analía Lavin et Lisa Cyr ont compilé le chapitre sur les réalisations des membres et Karel Novotný celui sur la gouvernance et la liste des membres. Merci à l'équipe de direction d'APC pour son soutien à la production de ce rapport. À la suite de l'examen quinquennal de l'an dernier³¹ il n'a pas été facile de revenir au format du rapport annuel car l'impact d'APC se fait sentir à long terme. Nous devons passer à des rapports semestriels ! Un grand merci à Maya Sooka, notre directrice des finances qui malgré des problèmes de santé a réussi à soumettre les données financières à temps.

Les publications imprimées pour 2010 adoptent un nouveau look pour commémorer le vingtième anniversaire d'APC et nous sommes redevables une fois encore à l'équipe de conception de Monocromo en Uruguay. Un grand merci à Lori Nordstrom qui révisé pour la quatrième année les rapports annuels. Tous nos remerciements également aux traductrices vedettes Clio Bugel et Danielle Elder, et à Analía et Lisa à nouveau pour veiller à ce que les traductions soient absolument fidèles à la version originale.

³¹ Le Rapport sur le progrès d'APC 2004-2008 en anglais, en espagnol et en français peut être consulté en ligne dans notre section sur les publications.

Des remerciements tout spéciaux aux personnes suivantes pour leur contribution à ce rapport :

| | |
|---|---------------------------------------|
| L'équipe d'APC partout dans le monde | Kong Sidaroth, Cambodge |
| Agustín Fernández, Uruguay | Leandro Navarro, Espagne |
| Ahmed Swapan Mahmud, Bangladesh | Lebogang Marishane, Afrique du Sud |
| Alan Alegre, Philippines | Leila Hassanin, Égypte |
| Alfred Orimbo, Kenya | Lillian Nalwoga, Ouganda |
| Alice Munyua, Kenya | Liz Probert, Royaume-Uni |
| Andrew Garton, Australie | Lorena Merino, Espagne |
| Anja French, Royaume-Uni | Lourdes Pietrosevoli, Venezuela |
| Avis Momeni, Cameroun | Margarita Salas, Costa Rica |
| Bardhyl Jashari, Macédoine | Maxigas, Hongrie |
| Byoung-il Oh, Corée du Sud | Mihaly Bako, Roumanie |
| Caroline Tagny, Canada | Olga Paz, Colombie |
| Chim Manavy, Cambodge | Olinca Marino, Mexique |
| Daniel Pimienta, République dominicaine | Oliver Zielke, Canada |
| Danilo Lujambio, Argentine | Osama Manzar, Inde |
| Deirdre Maguire, Royaume-Uni | Pablo Accuosto, Uruguay |
| Dejan Georgievski, Bosnie-Herzégovine | Rozi Bako, Roumanie |
| Elsa Duhagón, Uruguay | Sally-Jean Shackleton, Afrique du Sud |
| Erika Smith, Mexique | Sandra L. Enriquez, Mexique |
| Flavia Fascendini, Argentine | Shahzad Ahmad, Pakistan |
| Francia Alfaro, Costa Rica | Susan Mwangi, Kenya |
| James Nguo, Kenya | Toni Elias, Afrique du Sud |
| John Dada, Nigeria | Vera Staevska, Bulgarie |
| Kelechi Micheals, Nigeria | Vincent Bagiire, Ouganda |
| | Vivi Benito, Argentine |

et à tous les autres représentants d'APC qui ont fait état du travail qu'ils accomplissent pour faciliter l'utilisation des TIC par les groupes de la société civile dans le monde.



www.apc.org

Association for Progressive Communications
Asociación para el Progreso de las Comunicaciones
Association pour le progrès des communications

Executive director's office ☎ Oficina de la directora ejecutiva ☎ Bureau de la directrice exécutive
PO Box 29755, Melville 2109, South Africa ☎ Telefax: +27 11 726 1692 ☎ Mail: info@apc.org